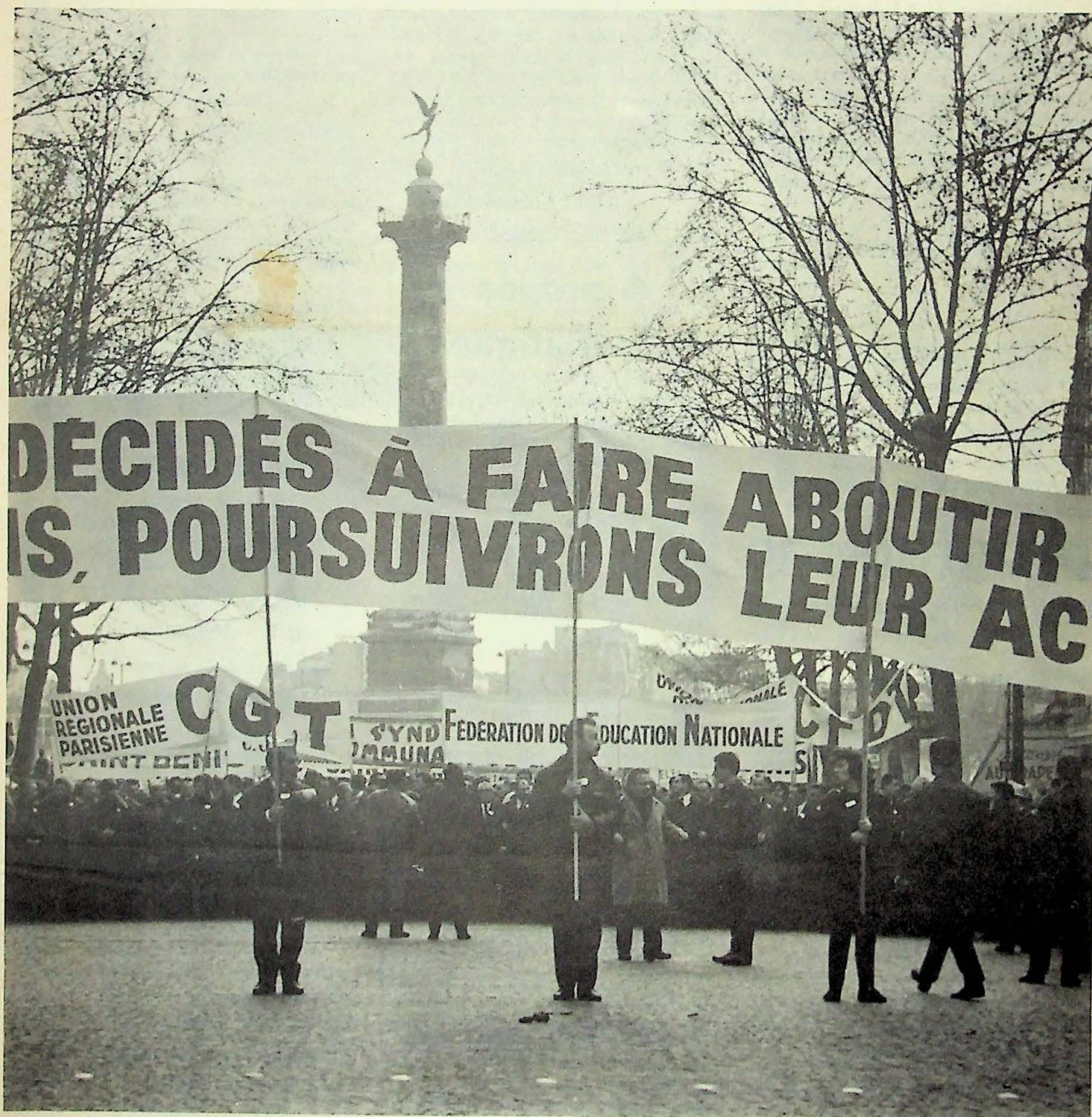


# *Tribune* socialiste

N° 319 / 16 MARS 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.D.N.P.

## Maintenant "l'alternative"

Claude Bourdet

## Idéologues du centrisme

Lucien Saintonge

## La tragédie angolaise

Claude Glayman

## Renouveau de l'orgue

Bernard Sizaïre

## Contradiction du titisme

Maurice Combes

# LES VRAIS PROBLÈMES



## Réunion du CPN

Le Comité Politique National est convoqué les samedi 18 mars et dimanche 19 mars, au siège du Parti, 81, rue Mademoiselle.

Gilles Martinet, secrétaire général adjoint du P.S.U., présentera, samedi à 15 heures, un rapport sur les élections législatives.

## Appel

Dans la nuit du 3 au 4 mars, des militants de la 15<sup>e</sup> section du P.S.U. qui surveillaient les panneaux électoraux de Pierre Naville, candidat contre le ministre U.N.R. Marette, ont été sauvagement attaqués par quelques dizaines d'individus. Quatre voitures ont été rendues inutilisables : une première estimation des frais les situe entre 6.000 F et 8.000 F. Il est impossible pour la 15<sup>e</sup> section de prendre à sa charge la totalité de ces frais. Il n'est pas concevable non plus qu'ils soient supportés par les militants auxquels appartiennent ces voitures. C'est pourquoi nous faisons appel à la solidarité de tout le Parti. Versez votre contribution au C.C.P. 6234-67 Paris - Louis LEMEE, 5, rue Gutenberg, Paris-15<sup>e</sup>.

## Stages

A l'occasion des congés du 1<sup>er</sup> mai et de l'Ascension, l'A.D.-E.L.S. organise un stage pour la Haute et Basse-Normandie, du 29 avril au 4 mai 1967. Urbanisme et aménagement régional. Les inscriptions peuvent être prises au siège de l'A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6<sup>e</sup>.

## Réunion

Le Cercle d'Etudes Socialistes de Sens organise une conférence-débat sur la situation politique au lendemain des élections législatives à l'Hôtel de Ville, à 20 h 30, le 22 mars, avec la participation de Jean-François Kesler.

## Spécial programme

Ce numéro ayant été tiré de nouveau, les Fédérations peuvent passer commande.

Conditions spéciales : pour 100 exemplaires 0,55 l'unité ; au-dessus de 100 exemplaires 0,45 l'unité.

## Matériel disponible

### — BROCHURES

- Santé
- Propagande

L'exemplaire 2 F - 1,90 par 10  
- 1,80 par 50 - 1,50 par 100.

### Programme enseignement :

l'exemplaire 1 F.

- C.E.S. : Initiation aux problèmes économiques, trois cahiers - prix spécial 3 F (au lieu de 6,40).

### — DISQUES

- Portugal résiste
- Chants de lutte
- L'Internationale

L'exemplaire : 10 F

### — CORRESPONDANCE MUNICIPALE

Numéro spécial sur les réformes administratives.

Paiement à la commande.

*Tribune Socialiste*  
54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>)  
C.C.P. 5826-65 Paris

## Campagne de diffusion de TS

Commande de n° ..... (à 0,55 F l'unité) ..... journaux

### Abonnements :

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom : .....

Adresse : .....

Nom : .....

Adresse : .....

Nom : .....

Adresse : .....

De la part de :

Nom : .....

Adresse : .....

Ci-joint règlement :

- Chèque bancaire ;
- C.C.P. (5826-65 Paris).

## A propos de statistiques

Deux coquilles regrettables se sont produites la semaine dernière dans *Tribune Socialiste*.

● Dans le court article intitulé « A propos de statistiques », nous précisons que le nombre de suffrages obtenus par notre Parti était de 348.000 voix, et non de 384.000 comme écrit par erreur. Toutes les comparaisons qui en découlaient étaient naturellement faussées.

● Par ailleurs, dans la 5<sup>e</sup> circonscription de la Loire, notre camarade Marcel Salaud a obtenu 5.058 voix, marquant ainsi un progrès considérable, puisqu'en 1962 notre Parti n'avait obtenu que 1.866 voix.

## Petites Annonces

● Jeune camarade Noir d'Afrique du Sud, Docteur sciences économiques, parlant anglais et polonais, cherche tout travail, même manœuvre. Urgent s'adresser à « T.S. » ou à LAM. 51-62.

● Nous demandons aux fédérations de bien vouloir retourner aux archives de la rédaction de « T.S. » après utilisation les photos et les clichés qu'on leur fournit pour leurs publications.

## Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

*Directeur Politique*  
Harris Puisais

*Directeurs adjoints*  
Gérard Constant  
Christian Guerche

*Rédacteur en chef*  
Eric Bergaire

*Secrétaire de la rédaction*  
Claude Glayman

*Administration :*  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

*Publicité générale au Siège  
de l'administration*

*Publicité littéraire :*  
71, rue des Saints-Pères  
Paris-6<sup>e</sup>

*Abonnements :*  
C.C.P. Paris 58 26 65  
6 mois 18 F - 1 an 35 F  
Soutien à partir de 70 F  
Changements d'adresse : 1 F

*Directeur de la Publication :*  
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967



Edito

# Et maintenant l'alternative !

Claude Bourdet

« Journée des dupes »... « Disqualification de l'électronique »... « Divine surprise »... on pense aisément à quelque formule croustillante pour qualifier ce qui s'est passé le 12 mars. Mais il faut aller au fond. Les dupes n'ont été dupées que parce qu'elles se sont dupées elles-mêmes, l'électronique n'a été impuissante que parce qu'elle a été placée dans le système et le climat créés par le pouvoir; la surprise n'a été si grande, même pour la gauche, que parce que l'intoxication officielle ne laissait personne indemne.

## Les trucs ont fait boomerang

Disposons d'abord d'un certain nombre d'aspects importants, mais non fondamentaux. L'orchestration de l'optimisme officiel, après le premier tour, a desservi le régime, en contribuant à démobiliser ses partisans, les campagnes de panique de dernière heure, type « s'abstenir, c'est voter communiste », n'ont pas suffi à liquider cette euphorie. Il est certain aussi qu'en poussant le pays vers une sorte de « bipartisme » dans le cadre d'un scrutin uninominal, les gaullistes s'exposaient aux conséquences constantes d'un tel système : une faible variation de voix amène une forte variation de sièges, et il suffisait que le pari fait par les gens du régime s'avère faux pour que le glissement s'opère à leur détriment. Il est certain enfin que le chantage au loup-garou communiste, qui était l'une des pièces importantes chargées de faire jouer ce bipartisme au profit de l'U.N.R. risquait de toute façon d'être moins efficace avec un scrutin personnalisé, où les candidats sont connus, proches, et ne peuvent aisément être confondus avec des mythes.

Disons en bref que le machiavélisme et le bluff peuvent se retourner contre leurs auteurs; il en est de même des interventions abusives et intempestives, comme le dernier discours de Sa Majesté, la propagande « à la milliardaire », et les petits truquages locaux.

Mais toutes ces « erreurs » du pouvoir ne l'ont desservi si gravement que parce qu'un certain nombre de choses se sont produites. Certaines étaient prévisibles, sauf pour les aveugles, d'autres l'étaient moins; et toutes allaient dans le même sens. Essayons de les définir.

D'abord, l'unité de la gauche a eu un effet mobilisateur et accélérateur considérable. C'est un phénomène connu depuis si longtemps qu'on en parlait, à gauche, un peu

comme d'un dogme : en oubliant que les mots prononcés recouvraient une puissante réalité; et les esprits chagrins avaient beau jeu d'ironiser. Ce phénomène ne pouvait évidemment jouer pleinement qu'au deuxième tour, vu la stratégie adoptée par la gauche; il a joué, avec certaines différences sans doute, pleinement pour tous et partout. Il est très clair que personne ne peut se mettre à l'écart; Maurice Faure en a fait l'expérience, et son rattrapage du second tour, si peu « moral » qu'il soit, est lui aussi une démonstration convaincante : ceux, quels qu'ils soient, qui jouent contre l'unité sont brisés; ceux, quels qu'ils soient, qui se placent dans son courant, sont portés par lui.

## L'épouvantail est cassé

La seconde remarque vise ce qui a le plus impressionné la presse étrangère; l'épouvantail communiste est à ranger au magasin des accessoires désuets. Sans doute, les électeurs communistes ont un peu mieux voté pour un autre candidat de gauche que le contraire n'est vrai. Sans doute, il y a un léger déchet numérique de voix de gauche, dans le cas d'un candidat communiste, même quand, en pourcentage, il y a un gain; il apparaît d'ailleurs que ce déchet est moindre quand c'est le P.S.U. qui entraîne les électeurs à voter ainsi, que dans le cas d'un désistement « fédéré ». Tout cela est normal et ne peut étonner; nous revenons de loin. Mais l'important, c'est que la grande majorité des électeurs suivent les consignes, dans un sens comme dans l'autre; c'est ainsi que, à très peu d'exceptions près, les candidats les ont toujours respectés, et que la F.G.D.S. a sanctionné les fautes, faisant plier Béchar, excluant Gagnères. Tout ceci crée au sein de la gauche une situation nouvelle, et, joint à l'échec de Lecanuet au premier tour, enlève toute base possible à une éventuelle manœuvre déferrière. Le P.S.U., qui a certainement fortement contribué à rendre l'opération Defferre impossible, trouve ici une récompense de ses efforts.

Mais ce qui a été électoralement aussi important, c'est le fait que le chantage au communisme n'agit même plus sur ses victimes habituelles : les électeurs modérés. Sans doute, le nombre, et la proportion de ceux qui ont voté communiste au deuxième tour restent faibles, sauf dans le cas de candidats n'ayant pas exactement une « image » commu-

niste, comme Pierre Cot, ou dans le cas de candidats U.N.R. particulièrement détestés. Mais le fait que de tels transferts vers le P.C. se soient produits, même de façon limitée, est un enseignement capital; et en tout cas les « amalgames » fabriqués par le pouvoir : « Voter pour Un Tel (Fédéré ou P.S.U.), c'est voter communiste » se sont avérés absolument inopérants et n'ont pas empêché les électeurs centristes de voter, parfois à plus de 50 %, pour ces candidats. Et enfin, la conséquence majeure, qui a « étendu » nombre de candidats U.N.R., c'est que ces électeurs modérés ont, en grand nombre, refusé de voter pour l'inconditionnel de service, et, malgré le « péril rouge », se sont souvent abstenus à 50 % ou davantage. Ici aussi, l'attitude des leaders a été significative; si M. Lecanuet continuait à loucher vers l'Elysée, nombre de ses candidats orientaient leur retrait de manière bien différente et laissaient assez clairement leurs électeurs libres de voter à gauche.

Les choses étant ainsi, tout le reste devient logique. En poussant au « bipartisme » par le système électoral et diverses « astuces » (comme l'élimination des candidats recueillant moins de 10 % des inscrits), ainsi que par toute son attitude politique, le régime a brisé le « centrisme » et obligé l'électeur à choisir : droite, ou gauche. A partir de là, seule l'efficacité de l'épouvantail rouge pouvait faire que les 38 % de la V<sup>e</sup> République écrasent les 44 % de la gauche. Le truc n'a pas fonctionné...

## Giscard gagne, Vallon perd

Que va-t-il se passer maintenant ? Même l'électronique la plus futuriste ne peut prévoir ce que fera exactement de Gaulle. Mais on peut analyser quelques facteurs qu'il ne peut ignorer, ou qui se rappelleront à lui, s'il les ignore. Tout d'abord, le renforcement de la gauche, la mauvaise humeur des électeurs modérés vis-à-vis du régime, sont dus pour une part, sans doute, à ses abus politiques, mais pour une part encore beaucoup plus grande à sa politique économique et sociale : les 376.000 chômeurs, en route vers les 600.000; le logement social, oublié; les petits salaires et les pensions, négligés; l'expansion médiocre; les trusts tout-puissants, les petites et moyennes entreprises en difficulté. Pour reconquérir un peu de la faveur populaire, il faudrait un changement radical, un peu de ce « gaullisme social » qui n'a existé que dans les discours et les rêveries.

Or, la structure même de la mince majorité gaulliste rend cela plus difficile que jamais. En son sein, les grands gagnants sont les giscardiens, les grands perdants sont les « gaullistes de gauche ». Quelque pitié que l'on puisse éprouver pour certains de ceux-ci, il faut se féliciter de la clarification apportée et de l'élimination d'une mystification : le gaullisme de gauche n'a pas d'existence politique.

Le « pouvoir d'arbitrage » que l'on a réussi à retirer à M. Lecanuet, c'est M. Giscard d'Estaing, en fait, qui s'en est emparé, et la rapide constitution des giscardiens en groupe autonome en est un signe assez clair. Gageons aussi qu'ils se renforceront de bon nombre de « centristes » beaucoup plus « vieille droite » que « social-chrétiens », désoyant ainsi le « centre » et accroissant leur propre poids au sein du système. On peut donc penser, d'une part, que « l'année sociale » est loin, d'autre part que les plus grandes tensions vont se développer parmi les forces officiellement gaullistes ou proches du gaullisme, où les reproches et ressentiments concernant le passé et l'échec du 12 mars vont s'ajouter à la façon contradictoire que les uns et les autres auront de répondre aux difficultés économiques et sociales.

On peut donc penser que c'est dans la majorité, au beau milieu des forces du régime, et non entre la majorité et l'opposition, que va se développer d'abord une situation pleine d'instabilité, génératrice de méfiance et de crises. On sait que personne n'est moins capable que de Gaulle de faire face sereinement à un tel désordre parmi les siens. C'est sans doute pour cela qu'un homme très proche des milieux officiels disait dimanche soir : « On va vers la dissolution dans six mois. » Sans partager une telle certitude, disons que tout est fluide, et que *beaucoup dépend de la gauche.*

## P.S.U. : la voie est tracée

Et c'est ici que se place, une fois de plus, le rôle de notre parti, s'il sait le jouer. Nous pouvons considérer que le résultat de ces élections est satisfaisant pour le P.S.U. Compte tenu de la « massivation » du processus politique, qui ne pouvait que nous être défavorable, compte tenu de la tendance de la grande presse, des milieux officiels et des organismes de « sondage » à nous négliger, à effacer notre nom, compte tenu du peu d'empressement de nos partenaires à faciliter notre affirmation (car on ne fait pas de cadeaux en politique, sauf quand on en attend), nous pouvons considérer que revenir à l'Assemblée avec quatre députés, dont l'un est Mendès France, est un succès.

Mais ce succès n'aura de sens et de suite que lié au progrès de la gauche, et au progrès de son unité. La gauche aura tendance, on peut le craindre, à s'autoféliciter, au lieu de voir tout le chemin qui reste à faire : très précisément, une reconquête, ou plutôt une conquête. Car si la gauche a repris beaucoup de circonscriptions prises par les gaullistes en 1959-62, elle n'a pas pour autant mordu sérieusement sur les anciens bastions du centre et de la droite.

Pour gagner de nouvelles élections — peut-être dans cinq ans, mais peut-être dans cinq mois — pour développer au sein du gaullisme les

(Suite page 5)



## Les élections en Martinique et leur contexte

Pendant qu'en France, plus de 2 000 candidats se disputaient 470 sièges, dans les départements d'Outre-Mer on votait aussi.

En Martinique, l'U.N.R. était présente partout, dans les trois circonscriptions : au nord avec le Dr Camille Petit, conseiller économique et social, au centre avec M<sup>e</sup> Valcin, au sud avec le député sortant Victor Sablé qui porte le label V<sup>e</sup> République après avoir abandonné, il y a quelques mois, le Centre démocrate.

L'opposition était elle aussi présente partout : au nord le communiste Sévère Cerland (suppléant M<sup>e</sup> Manville, bien connu comme animateur du « Regroupement de l'Émigration Martiniquaise » et par ses luttes anticolonialistes), au centre le député sortant Aimé Césaire, leader du Parti Progressiste Martiniquais; au sud M. Gratiant, du Parti Communiste. Ces trois candidats de l'opposition sont soutenus par les trois partis de gauche qui prônent un changement de statut et réclament l'autonomie de la Martinique.

Enfin la S.F.I.O. en plein éclatement (une bonne partie de ses dirigeants étant passés à l'U.N.R. avec mairies et sièges du Conseil Général) présentait au nord le député sortant Pernock, au sud M. Maran.

### L'autonomie comme enjeu

Ces élections se sont déroulées sous le signe du dilemme : maintien ou changement du statut départemental. Elles ont lieu à un moment particulièrement crucial, celui où l'heure de la vérité va devoir sonner. L'heure aussi de savoir si une évolution pacifique des problèmes est encore possible.

Vingt et un ans de départementalisation, après trois siècles de colonisation n'ont fait qu'aggraver la situation coloniale de l'île. Monopole du commerce, monopole du pavillon, fixation des prix par la Métropole « terrorisme administratif », répression sévère de l'opposition, bannissement des fonctionnaires malpensants, cherté des produits importés, difficultés d'écoulement des produits locaux, malthusianisme, poids d'un système social et fiscal beaucoup trop lourd pour une économie sous-développée, absence d'une infrastructure moderne, bref tous ces éléments réunis acculent l'économie Martiniquaise à la ruine. Sucreries et distilleries ferment. L'endettement des planteurs de bananes s'accroît. Le petit commerce disparaît. Le chômage s'étend. Le gouvernement ne propose pas d'autres remèdes que l'émigration vers la France : moyen commode d'éluider le problème sur place tout en fournissant au patronat français une main-d'œuvre à bon marché.

Devant cette situation la position des partis de gauche, Parti Progress-

siste Martiniquais, Parti Communiste, P.S.U., s'est affirmée nettement. La Martinique et d'une manière plus large les D.O.M. doivent conquérir leur autonomie.

L'analyse conduit en effet à quelques propositions parfaitement claires. L'aide financière apportée par la France aboutit finalement à retarder la catastrophe. Cette aide ne se diffuse pas dans l'économie. Véritable « aide confisquée » elle revient à la Métropole après avoir transité en Martinique. Cette aide maintient la Martinique dans une dépendance financière éternelle, les Martiniquais dans une mentalité d'« assistés permanents », et le système dans la pérennité des structures colonialistes.

Quelques modestes que soient les possibilités de production, elles ne surgiront jamais au jour, tant que ne sera pas détruit le système colonial qui veille pieusement à leur interdire d'exister. Par conséquent pour changer la structure économique du pays, il faut que les Martiniquais aient le pouvoir politique de décider eux-mêmes de leurs affaires, c'est-à-dire qu'ils conquièrent leur autonomie.

### Des « nègres de deuxième classe »

Malheureusement, la dégradation généralisée de l'économie martiniquaise qui prépare un héritage de plus en plus lourd, donne de plus en plus raison aux autonomistes, la revendication autonomiste n'a pas encore pénétré profondément les masses populaires, seules maîtresses finalement de toute décision politique. La revendication de l'autonomie est battue en brèche par les énormes moyens du pouvoir : presse, radio, télévision, prébendes, pressions psychologiques, morales politiques et judiciaires. Et aussi par l'enracinement d'un système qui favorise de hautes inimitiés (groupes d'intérêt, professions libérales, fonctionnaires, moyens et petits bourgeois inquiets du lendemain) et qui amène de nombreux Martiniquais à se contenter eux-mêmes au travers d'une aliénation exemplaire aggravée de complexes raciaux traumatisants, comme incapables de peser sur leur propre destin. Ceux-là continuent de penser selon la formule féroce de Césaire « qu'on est nègre comme on est commis de deuxième classe ».

Qu'on y ajoute que les partis de gauche n'ont que récemment dépassé les querelles de personnes, que l'unité n'est que limitée malgré les efforts du P.S.U. pour servir de trait d'union entre le Parti de Césaire et le Parti Communiste; que c'est à l'occasion seulement de cette consultation qu'ils ont décidé de présenter aux masses un dossier commun de l'Autonomie.

Qu'on pense à la puissance à la Martinique du mythe gaulliste, qu'on se souvienne enfin de la permanence de certaines communes, clés du Nord et du Sud des fraudes électorales et des pressions et l'on comprendra les conditions électorales de la Martinique.

### Les conditions électorales de la Martinique

Baptisée département depuis 1946 en même temps que la Guyane, la Guadeloupe et la Réunion, la Martinique reste paradoxalement une colonie. Paradoxalement encore elle est en régime départemental plus enfermée dans le carcan du colonialisme, vu le système français centralisateur à outrance, qu'elle ne l'était en régime colonial proprement dit. Et ce n'est qu'un paradoxe de plus que de la voir offrir à la prochaine assemblée plusieurs représentants de la réaction la plus cynique que la France ait sans doute connue depuis le Second Empire. □

### Couve Frédéric-Dupont et les ambiguïtés

Le suffrage universel a parlé dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, M. Couve de Murville a été battu par M. Frédéric-Dupont par à peine quelques centaines de voix. Ce n'est pas nous qui irions pleurer sur le sort malheureux d'un candidat gaulliste, fût-il le ministre d'une politique extérieure dont nous considérons un certain nombre d'éléments comme positifs.

Pourtant la personnalité politique du vainqueur, l'écart particulièrement maigre entre les deux candidats et certains sondages portant sur les choix des électeurs du 7<sup>e</sup>, nous laissent une impression de malaise où nous voulons percevoir comme l'image des ambiguïtés des dernières élections.

En effet, ces sondages avancés par un poste périphérique le 14 mars indiquent schématiquement (nous citons de mémoire) qu'un peu moins de la moitié des électeurs communistes auraient voté Frédéric-Dupont, tandis que plus de la moitié des électeurs fédérés en auraient fait de même. Si ces sondages sont vérifiés, on en déduira que l'anti-gaullisme le plus sommaire a triomphé; ce qui ne saurait pour autant nous conduire à estimer qu'il fallait opter pour M. Couve de Murville. On en voudra donc contre les résultats d'un mode de scrutin qui ne laissait aux électeurs que des possibilités négatives; on en voudra également contre des propagandes qui ont été beaucoup trop schématiques au point de conduire des Français à voter pour un homme aussi réactionnaire que M. Frédéric-Dupont à l'heure où le général Westmoreland devient de plus en plus libre d'aggraver l'escalade au Vietnam.

Il reste aussi que ce malaise, ces

ambiguïtés, nous nous demandons si elles n'ont pas été désirées par les dirigeants gaullistes! Car qui a poussé M. Couve de Murville à affronter l'épreuve électorale dans un arrondissement connu pour ses composantes réactionnaires? Car qui avait intérêt à ce que la politique étrangère du régime reçoive un camouflet aussi symbolique? A la première question, on serait assez enclin à répondre que M. Pompidou ne fut pas l'un des derniers à contraindre M. Couve de Murville. Mais dans cette perspective, M. Pompidou est également celui qui devient responsable de la deuxième question. Que l'on nous démontre le contraire!

Du côté de la majorité, comme du côté de l'opposition, le scrutin du 7<sup>e</sup> arrondissement apparaît comme le signe prémonitoire de lendemains qui sont loin d'être clairs! □

### Vers un tournant de la ligue Arabe

Le Conseil de défense de la Ligue Arabe s'est réuni dans un climat assez tendu. A l'heure où nous écrivons, il n'est pas possible de dire ce qui en sortira, les négociations étant dans l'impasse. On peut cependant affirmer dès à présent que la Ligue est loin d'avoir atteint une unité de vue sur l'ensemble des problèmes, car non seulement un certain nombre de pays boycottent les travaux du Conseil de défense, notamment la Jordanie et l'Arabie Saoudite (le cas de la Tunisie étant particulier) en raison de la guerre du Yémen, mais aussi la Syrie et l'Irak ont entre elles un certain nombre de contentieux à régler.

L'attitude de la Syrie dans son conflit avec l'Irak Petroleum Company a été très mal ressentie par son voisin l'Irak qui fut apparemment la plus grosse victime de cette opération (son budget dépendant pour près de 85 % de l'I.P.C.). La façon dont s'est d'ailleurs réglé ce conflit à l'avantage de l'I.P.C. aura mis Damas en position difficile.

D'autre part, des pays comme le Maroc, le Soudan et la Libye, sans véritablement appartenir à un groupe ou à l'autre, font valoir qu'il faut clarifier les positions dans le monde arabe et que ces luttes internes ne sont pas de nature à le faire. Le Maroc reprochant par ailleurs à l'Algérie son rapprochement avec l'Espagne, puissance coloniale dans les territoires marocains.

La Jordanie, absente des travaux, laisse entendre que l'Égypte, plutôt que de mobiliser ses troupes au Yémen, se devrait de les concentrer à la frontière israélienne, en particulier pour empêcher l'accès des navires italiens au golfe d'Akaba.

Plus que jamais, l'unité arabe est lointaine et il semble qu'à moins de changements profonds il n'y a pas de bases politiques sérieuses à la construction de cette unité. □



## Quatre élus du P.S.U.

Sept candidats du P.S.U., devenus candidats uniques de la gauche, étaient présents au deuxième tour des élections législatives. Leur succès s'est traduit d'une manière évidente par l'élection de quatre d'entre eux. Pierre Mendès France, Guy Desson, Yves Le Foll et Roger Prat. Nos trois autres camarades, Michel Boucher, André Foulon et Pierre Noël, ont brillamment porté les couleurs de notre parti, et ont très largement dépassé le nombre de voix que le jeu des désistements à gauche permettait de prévoir.

Nous donnons ci-dessus les résultats détaillés dans ces circonscriptions.



### ARDENNES

3<sup>e</sup> SEDAN  
Guy DESSON  
1<sup>er</sup> Tour : 12.888 voix  
S.E. : 31,2 %  
2<sup>e</sup> Tour : 23.975 voix, ELU  
Général Noiret, d. s. U.N.R., :  
18.004 voix.

C'est avec près de 6.000 voix d'avance que Guy Desson bat le député U.N.R. sortant. En 1962, Guy Desson n'avait été battu que de 397 voix.

A noter que le total de Desson au 2<sup>e</sup> tour dépasse de 3.600 voix celui de la gauche au 1<sup>er</sup> tour, et cela bien qu'il n'y ait eu au second tour que 630 suffrages exprimés de plus.

### CHARENTE-MARITIME

5<sup>e</sup> ROYAN  
Michel BOUCHER  
1<sup>er</sup> Tour : 9.635 voix  
S.E. : 19,5 %  
2<sup>e</sup> Tour : 22.084 voix  
S.E. : 45,06 %  
Jean de Lipkowski, U.N.R.,  
d. s. : 26.985 voix, ELU

### FINISTERE

4<sup>e</sup> MORLAIX  
Roger PRAT  
1<sup>er</sup> Tour : 12.558 voix  
S.E. : 27,1 %  
2<sup>e</sup> Tour : 23.298 voix, ELU  
P. Lelong, V<sup>e</sup> Rép. : 23.249 voix

Les efforts du « jeune loup » U.N.R. Lelong, du cabinet de Pompidou, malgré le soutien de Gourvenec et de l'ancien secrétaire général du M.R.P. Colia, ont échoué.

Roger Prat, qui avait déjà progressé en pourcentage au 1<sup>er</sup> tour par rapport à 1962, garde pour le P.S.U. ce siège brillamment reconquis par Tanguy-Prigent en 1962.

Dans une circonscription généralement située à droite, Michel Boucher fait faire un bond en avant considérable à la gauche.



### ISERE

2<sup>e</sup> GRENOBLE Sud  
Pierre MENDES FRANCE  
1<sup>er</sup> Tour : 21.519 voix  
S.E. : 34 %  
2<sup>e</sup> Tour : 34.157 voix, ELU  
Jean Vanier, d. s. U.N.R. :  
28.879 voix

Tous les efforts du gouvernement n'auront pas empêché Pierre Mendès France d'être élu député de Grenoble. La discipline de gauche a joué.

Ce résultat, plus celui de Daniel Hollard à Grenoble-Est au premier tour, prouvent que désormais le P.S.U. est le premier parti de gauche dans cette ville-test qu'est Grenoble.

### COTES-DU-NORD

1<sup>er</sup> SAINT-BRIEUC  
Yves LE FOLL  
1<sup>er</sup> Tour : 18.165 voix  
S.E. : 27,1 %  
2<sup>e</sup> Tour : 33.593 voix, ELU  
R. Richet, d. s. U.N.R. :  
33.558 voix

Le siège d'Antoine Mazier a été reconquis brillamment par Yves Le Foll, que les observateurs politiques, comme les sondages, donnaient battu.

Scrutin serré. Le succès n'a été obtenu que parce que plus de 3.000 voix sont venues s'ajouter aux suffrages de la gauche au 1<sup>er</sup> tour.

### ILLE-ET-VILAINE

1<sup>er</sup> RENNES N.-E. et N.-O.  
Charles FOULON  
1<sup>er</sup> Tour : 11.198 voix  
S.E. : 19,2 %  
2<sup>e</sup> Tour : 16.516 voix  
Henri Fréville, C.D., d. s. :  
23.229 voix, ELU  
G. Cordouin, V<sup>e</sup> Rép. :  
15.975 voix

La progression de Charles Foulon, déjà sensible au premier tour, s'amplifie considérablement.

Le phénomène est d'autant plus remarquable qu'une partie de l'électorat communiste ne semble pas s'être dérangé au second tour.

### VOSGES

2<sup>e</sup> SAINT-DIÉ  
Pierre NOEL  
1<sup>er</sup> Tour : 11.234 voix  
S.E. : 27,9 %  
2<sup>e</sup> Tour : 19.843 voix  
S.E. : 48,79 %  
Maurice Lemaire, d. s. U.N.R. :  
20.927 voix, ELU

Pierre Noël manque de peu son élection.

En tête largement à Saint-Dié, dont il est le maire, il lui a manqué un certain nombre de voix rurales.

L'implantation du P.S.U. progresse très largement. C'est un magnifique score de Pierre Noël, qui était candidat du P.S.U. aux législatives pour la première fois.

(Suite de la page 3)

contradictions décrites plus haut, et bien d'autres, il faut que la gauche se présente au plus vite comme une force de gouvernement, une « alternative », comme on dit en Italie, mais une « alternative » de toute la gauche. Cela suppose des discussions, un travail en commun, non seulement au Parlement, mais dans tout le pays. Cela suppose que militants, sympathisants, électeurs de ces jours derniers soient mobilisés, que l'on ne laisse le climat d'unité ni disparaître, ni se réduire à des conversa-

tions d'état-major. Cela suppose l'action d'hommes, aussi vigilants pour colmater les brèches possibles de l'unité que pour pousser amis et partisans à l'action, et également décidés à proposer des solutions, et à empêcher la gauche de rabâcher.

Il faut pour cela à la fois de l'opiniâtreté, souvent du courage intellectuel, et aussi de la modestie, jamais d'outrecuidance... Ne sont-ce pas là les qualités que nous prisons le plus ? Allons ! Le succès de toute la gauche est à ce prix, et le nôtre avec lui. □



Politique

## Le Centrisme et son idéologie

Lucien Saintonge

*Au soir du premier tour, de nombreux observateurs tenaient le Centre Démocrate pour éliminé et l'on se souvient de l'embarras de M. Lecanuet. Au soir du second tour, comme par une métamorphose étonnante et paradoxale, le Centre Démocrate renaissait de ses cendres, si tant est que le 5 mars il y avait sombré.*

*Ce mouvement oscillatoire dans les appréciations sur l'impact de l'incarnation actuelle du centrisme témoigne assez de la difficulté de juger la situation exacte du Centre Démocrate.*

*L'on pourrait certes démontrer que le fait du "bi-partisme" est loin d'avoir fonctionné en France au point où le voulaient les stratèges de la Majorité, ce qui suffirait à expliquer la persistance du centrisme. Ce dernier est resté présent, certes dans une minorité de seconds tours, mais minorité suffisamment importante pour que cela compte ; en outre l'électorat centriste a souvent fait l'appoint nécessaire, celui qui a permis à de nombreux candidats de gauche de l'emporter. A cet égard on est tout prêt de reconnaître qu'il serait fallacieux d'identifier mécaniquement l'électorat centriste aux leaders qui s'en réclament. Mais si cette restriction peut être admise, il n'en demeure pas moins que les motivations de l'électorat centriste correspondent à des options de base, fondamentales et assez profondément incarnées pour qu'on les tienne pour permanentes. Dans cette perspective, c'est la forme porteuse de l'idéologie centriste qui peut varier, beaucoup plus que le fond qui en nourrit l'aspiration.*

*Ces réflexions que l'on ne fait qu'ébaucher et que vient alimenter la rumeur sur une présentation éventuelle de M. Gaston Defferre à la présidence de l'Assemblée Nationale contre M. Chaban-Delmas, prouvent que l'on est loin d'en avoir fini avec le problème du centrisme.*

*Notre journal, qui dans son numéro 313, avait publié sous la signature de L. Saintonge, une « anatomie du centrisme », se propose de revenir plus longuement sur ce thème, comme d'ailleurs il essaiera dans les prochaines semaines de fournir des analyses en profondeur sur les élections législatives et leurs lendemains. Pour cette semaine, alors qu'il nous faut encore réfléchir sur « l'événement », nous soumettons à nos lecteurs un article sur ce que l'on peut appeler les constantes doctrinales de tout centrisme, ce que nous avions au demeurant annoncé lors du premier dossier publié sur la question.*

**D**e Tixier-Vignancour à Maurice Faure, toute une partie de la classe politique se réfère explicitement au centrisme. Le centrisme, expression politique d'une idéologie, apparaît au premier abord comme un mythe auquel il est bon de se référer dans les réunions électorales : ce mythe, c'est celui de l'existence de deux extrêmes, la gauche et la droite qui seraient deux formes de totalitarisme, l'un collectiviste, l'autre fasciste. Entre les deux se trouveraient les modérés, ceux qui n'acceptent pas qu'on puisse porter atteinte à la liberté, liberté économique que les collectivistes nient et liberté politique que les fascistes rejettent.

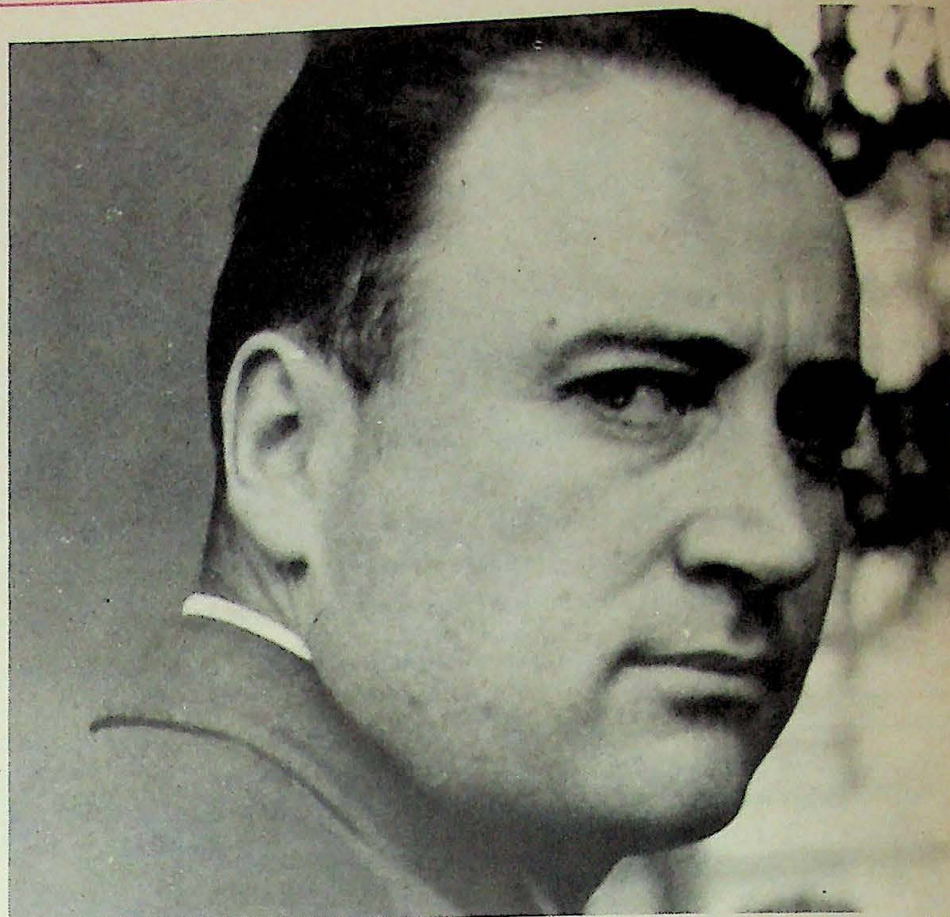
Notons tout d'abord ce paradoxe peu cartésien mais pourtant bien français : aucun parti n'est de droite, mais beaucoup sont du centre. Après la disparition au fil des chroniques nécrologiques des derniers Vichyssois et les avatars de l'POAS, il ne reste plus que Tixier-Vignancour et les quelques groupes issus de son mouvement qui de l'avis unanime soient de droite. Les autres sont du centre et tentent de s'y maintenir. Toutefois, la volonté qu'ont tous les

hommes de droite d'être classés au centre tient au fait que contrairement à la majorité des démocraties occidentales où l'on assiste à une alternance au pouvoir de la gauche et de la droite, la France est gouvernée sauf circonstances exceptionnelles par une alliance du centre dit de gauche et du centre dit de droite. Et puis, les problèmes de la laïcité et de la politique extérieure viennent troubler les plus perspicaces. Si bien qu'il n'est pas rare de constater que des observateurs jugent objectivement progressiste le gaullisme par sa politique extérieure, et que d'autres assimilent à des hommes de gauche des radicaux qui n'ont pour eux que la qualité de laïcs. Parmi les hommes du centre ce ne sont pourtant que des querelles secondaires qui masquent un large consensus sur le fond.

### L'individu dans la société

Quel est donc le fondement du Centrisme ?

C'est au départ une conception de l'homme, conception dont l'origine se perd dans les méandres de l'histoire de la philosophie : l'homme est un individu susceptible de choi-



Aux deux extrémités...

Agip

sir grâce à sa raison et à la liberté. La société, quant à elle, est un ensemble d'individus libres et raisonnables, et des choix individuels déterminent des équilibres qui se trouvent miraculeusement être les plus propices au développement harmonieux de toutes les capacités des individus. Bien sûr, la sociologie nous apprend qu'il existe des classes sociales, qu'il y a des comportements de groupe. Mais au-dessus de tous ces particularismes, une cohésion plus forte, nationale le plus souvent, donne naissance à un intérêt général qui dépasse les intérêts particuliers tout en les transcendant.

Enfin, cet intérêt général aura pour domaine la politique, alors que les intérêts particuliers concerneront l'économie. Cette différence entre politique et économie est essentielle. Elle permet de dire « que toute intervention de l'Etat dans l'économie est néfaste » (Plan Rueff) et de condamner les organisations syndicales qui ont tendance à dépasser la bonne mesure en extrapolant les intérêts particuliers qu'ils sont sensés défendre. Cette division de la vie en société en deux domaines distincts à en outre l'avantage inestimable de permettre une expression des citoyens grâce aux libertés politiques tout en maintenant les privilèges des chefs d'entreprise grâce aux libertés économiques.

### La liberté-illusion

L'idéologie centriste est en effet libérale économiquement et politiquement, mais de préférence les centristes auront tendance à parler d'abord des libertés politiques et en-

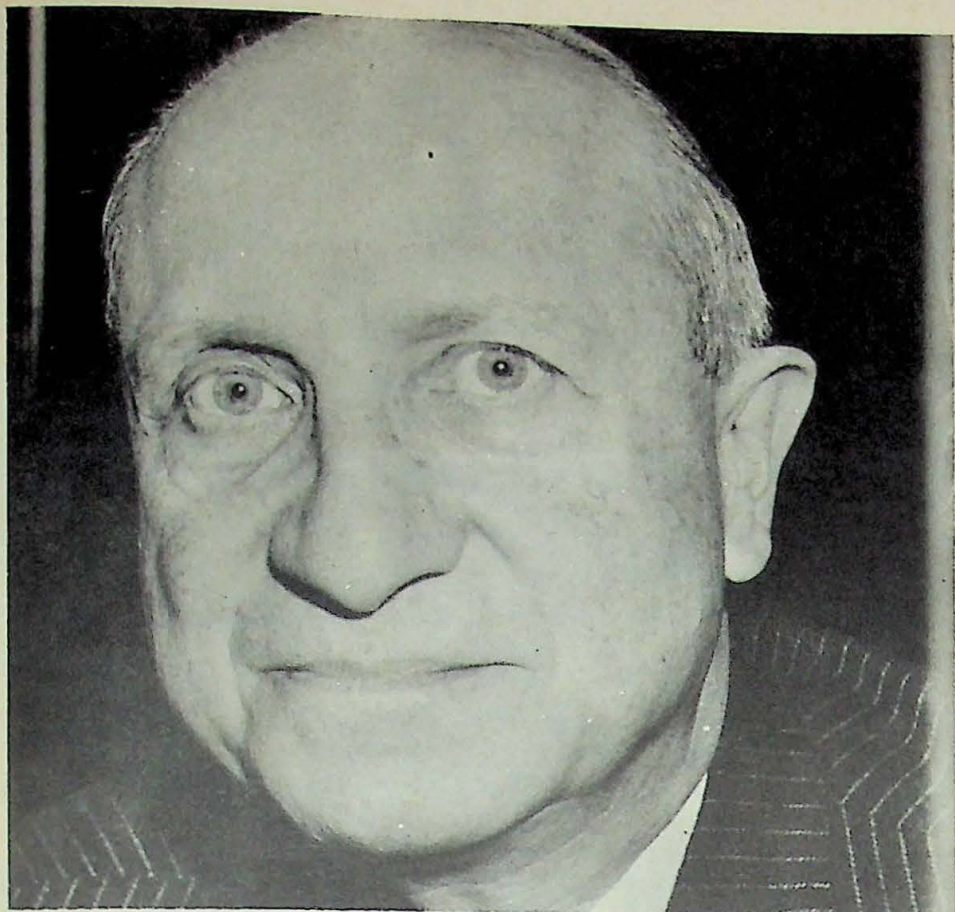
suite des libertés économiques en soulignant toutefois que les unes ne vont pas sans les autres. Par exemple, M. Raymond Aron écrit dans sa préface à « La lutte des classes » : « Même les régimes économiques (socialiste et capitaliste) qui diffèrent moins que les régimes politiques, diffèrent assez pour que nous sachions pourquoi nous combattons ». Et le régime économique, celui de Staline comme celui de Khrouchtchev ne permet pas les libertés politiques que nous voulons sauvegarder ». C'est ce que disait également l'ex-chancelier Erhard dans l'un de ses bons mots favoris : « Une femme n'est pas un petit peu ou beaucoup enceinte, de même un peu de dirigisme c'est la pente vers le totalitarisme ».

Ces libertés politiques qu'il faut sauvegarder, sont des libertés de dupes, non seulement parce qu'en général on leur impose de sérieux garde-fous, mais aussi parce que plus profondément elles ne concernent que ce que Marx appelle les superstructures. La liberté étant définie en référence à l'individualisme et à une sainte horreur de tout ce qui peut être organisé ou reprendra des thèmes qui sont maintenant bien vulgarisés :

1° L'homme en tant que citoyen d'abord.

Tous les citoyens, c'est bien connu, naissent, vivent et meurent égaux en Droit. En fait, bien sûr, ils ne le sont jamais mais ce qui importe c'est qu'ils croient l'être. Pour cela, il est facile de leur montrer que toute discipline est une atteinte à la liberté et que « par conséquent », le mieux pour l'individu sera de ne pas





Keystone

...du centrisme.

subir de patron en étant son propre maître et de ne pas trop subir la collectivité en limitant les pouvoirs de l'Etat. C'est ce qui explique une politique portant tant d'intérêts à toutes les carrières dites indépendantes.

Les petits artisans et commerçants, types mêmes d'hommes indépendants donc libres seront particulièrement choyés sans oublier la petite exploitation familiale, modèle idyllique cher à tous les individualistes en ce qui concerne l'idéal de l'homme et de la famille. Il faut bien voir que le choix ainsi fait est non pas économique mais politique. En donnant à ces travailleurs l'impression d'indépendance et le goût de la propriété individuelle, on veut en faire des alliés ou au moins des électeurs des partis centristes. C'est ainsi qu'on déplorait jadis « la suppression des intermédiaires sous prétexte de gagner quelques sous, suppression qui amènerait la mort du petit commerce et de la petite industrie » en ajoutant que « dans la suppression d'un intermédiaire il faut voir une famille indépendante de moins et une famille prolétaire de plus » (Citations indiquées par A. Vernholès « *Le Monde* », 8-9 janvier 1967).

2° Les dangers de l'Etat tentaculaire ensuite.

Une autre idée de ce libéralisme politique se trouve dans la limitation qu'il faut imposer à l'emprise de l'Etat. D'où une double conséquence ; d'une part l'Etat doit avoir un terrain d'action bien limité : les grandes affaires d'intérêt général telles la Défense Nationale, la diplomatie, et le maintien de l'ordre intérieur. Sur le plan institutionnel cela se traduit par deux systèmes. Le pre-

mier c'est celui de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République. Il est dangereux d'avoir un pouvoir fort ayant tendance à étendre le champ de ses interventions. Pour cela, un gouvernement faible à la merci d'un pouvoir législatif velléitaire fait bien l'affaire. Le second est le système instauré par la V<sup>e</sup> République : « Votez, nous ferons le reste » telle est la devise d'un régime jouant à la fois sur l'homme providentiel et la dépolitisation pour arriver à ses fins. Ce n'est pas un phénomène récent, Louis-Napoléon III l'avait essayé et adopté. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de noter que les centristes antigaullistes avaient tenté de créer un « Homme Providentiel » de toute pièce, Defferre, ou bien d'avoir en désespoir de cause recours à l'homme providentiel de 52, Antoine Pinay.

D'autre part, on insistera sur la nécessité des libertés communales ; les communes sont en effet un rempart contre l'emprise du pouvoir central sur les individus. Et puis, toujours dans la même optique individualiste, on pense que les problèmes locaux permettent à l'homme idéalement indépendant dans son travail d'exercer ses responsabilités civiques sans toutefois les confronter à des problèmes nationaux qui, bien sûr, dépassent sa compétence et qui d'ailleurs l'intéressent médiocrement car sans rapport avec ses tracasseries quotidiennes.

### La liberté pour quelques-uns

Ce centrisme politique n'a d'intérêt que dans la mesure où il permet le maintien en place d'un libéralisme économique qui doit assurer la liberté de l'individu pour la défense de

ses intérêts particuliers. Le thème principal est bien sûr la liberté d'entreprise avec son corollaire, le principe selon lequel l'économie de marché permet seule d'atteindre des équilibres considérés comme fondamentaux. La loi de l'offre et de la demande permet en effet d'obtenir sur un marché « parfait », un prix normal, un salaire correspondant au travail fourni et un taux d'intérêt économiquement justifié. Si les centristes sont contre les trusts et autres monopoles, si dans les pays occidentaux il existe des lois anti-trusts, ce n'est pas pour des raisons éthiques, mais pour des raisons doctrinales. Un trust désorganise le marché parfait et lèse les intérêts légitimes des autres agents économiques. On notera en passant que la doctrine impose également une libéralisation des échanges et que pour avoir des entreprises concurrentielles sur le marché international il faut des concentrations.

Pour que le système marche bien il serait souhaitable que l'Etat n'intervienne pas. Or par la force des choses il intervient sur le plan monétaire et par l'intermédiaire des finances publiques et du secteur nationalisé. L'idéal centriste consistera donc à limiter le plus possible l'intervention de l'Etat puisque celle-ci en désorganisant le marché porte atteinte à la liberté économique.

Cependant, depuis la libération, les choses sont beaucoup moins claires : il y a eu la crise de 1929 qui a fait douter les plus optimistes des mécanismes automatiques de régulation, ou d'ajustement. Si bien qu'on admet maintenant une intervention de l'Etat. Mais pour prendre bien garde que les libertés fondamentales des entrepreneurs soient respectées, on aura à cœur de n'utiliser que des armes strictement limitées au marché monétaire et aux finances publiques. Le rôle de l'Etat sera, pour le reste, d'organiser des marchés fonctionnant ensuite normalement, grâce à l'offre et à la demande d'agents économiques individuels. C'est par exemple ce qu'essaie de faire le gouvernement à la Bourse : outre les interventions d'open market pour stabiliser les cours, il est prévu toutes sortes d'avantages fiscaux pour assainir le marché financier. L'importance de ce marché est surtout symbolique, car à l'heure actuelle moins de 10 % de l'épargne investie utilise le canal de la Bourse. Mais s'il existe un marché moins imparfait que les autres, ce ne peut être que celui-là et il est nécessaire qu'il fonctionne bien pour montrer les avantages du système. L'épargne, des petits porteurs bien sûr, car comme chacun sait le capitalisme se diffuse, devient l'une des valeurs fondamentales de la civilisation moderne. C'est d'ailleurs l'esprit d'épargne et de privation qui est à l'origine des fortunes présentes et à venir (et non pas quelque spoliation ou vol).

### Les Centristes en quête de nouveaux thèmes

En plus des moyens monétaires et de l'utilisation des finances publiques on pourra agiter un certain nombre de thèmes. La planification souple, dite encore économie concertée, qui selon les uns est une vaste étude de marché facilitant l'établissement des projets des entrepreneurs, et selon les autres, une « ardente obligation », ce qui veut dire que ce n'est pas une obligation du tout ; cette idée rencontrera beaucoup de sympathie dans les milieux centristes. Cette planification sera de préférence démocratique, pour donner l'illusion d'une élaboration commune du plan par les partenaires sociaux. Il convient également de ne pas oublier la politique des revenus, qui en l'état actuel des choses se contentera d'être une police des salaires car on ne connaît pas, malheureusement, les autres revenus, et il n'est pas pensable de contrecarrer la liberté des entrepreneurs en rompant le secret des affaires, ce qui pourrait porter atteinte au principe de l'autorité des chefs d'entreprises. De plus, de Vallon au général de Gaulle, on tentera d'associer plus directement les travailleurs à l'entreprise en les faisant bénéficier d'une part des profits dus à l'auto-financement. Quant à la participation à la gestion, elle donne naissance à de graves débats, car on hésite entre un tout petit peu et pas du tout de participation des travailleurs à la gestion des entreprises. D'ailleurs, l'existence en France de syndicats politisés est une hypothèse qui gêne gravement les réformateurs.

### Pour la commune de vingt-cinq habitants ?

A ce qu'on voit, ce n'est pas sans raison que le Centre Démocrate, les Indépendants giscardiens ou non, l'U.N.R.-U.D.T., et une partie de la fédération se réclament de l'idéologie centriste. On sait maintenant pourquoi il est particulièrement difficile de déterminer qui est à la droite de qui, et la gauche perdrait son temps si elle essayait de compter les points, notamment en cherchant quelques énigmatiques « républicains de progrès ». En tout cas une constatation, intéressante à bien des égards, est qu'en France il n'y a pas de droite si on en croit les intéressés. Il serait plus dommageable qu'il n'y ait pas de gauche, ou que celle-ci, reprenant le programme du « Canard Enchaîné » et d'autres, décide de défendre en premier lieu, les petits commerçants, les petits artisans, les petits agriculteurs, les libertés locales et l'autonomie des communes de 25 habitants et, en prime, les petits porteurs par un assainissement de la Bourse. La gauche a certes autre chose à faire. Par exemple définir un autre modèle économique que le néo-capitalisme et rechercher les moyens et méthodes nécessaires pour arriver à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. □



## Afrique

# L'Angola oublié

Claude Glayman

Deux faits d'actualité nous ont rappelé l'Angola : la visite récente d'une escadre brésilienne en Angola (l'on connaît les relations historiques qui unissent le Brésil, « le plus africain des États de l'Amérique latine », au Portugal et à ses possessions en Afrique Occidentale dont on trouve 10 millions de descendants au Brésil); d'autre part, la représentation à Stockholm de la dernière pièce de Peter Weiss dont le gentil titre, *La chanson des rodomontades*, dissimule en fait une œuvre particulièrement violente sur le joug colonial subi par l'Angola.

Au terme d'une campagne électorale où les préoccupations à l'égard du tiers monde brillèrent en général par leur absence, nous voici remis en mémoire l'un des drames les plus tenaces et les moins connus de l'Afrique. Cette guerre d'Angola, dont le déclenchement officiel remonte (déjà) à février-mars 1961 : six années d'une guerre coloniale que nous côtoyons entre le souvenir de l'Algérie et le conflit du Vietnam, sans que pour autant nous ne sachions bien ce qu'il en est. Dans la mesure où l'on peut avancer des informations, la plupart du temps très rares et contradictoires, il nous est apparu pour le moins bien fondé d'essayer de faire le point sur ce qui se déroule en Angola.

### Les rapports entre mouvements nationalistes

Nous ne nous arrêterons pas sur la description de l'Angola, ni sur celle de l'exploitation paradoxale de cet immense pays par une nation elle-même sous-développée, et travaillée par de sourdes transformations politiques qui tôt ou tard éclateront dans un climat que l'on peut tenir comme devant être violent.

En une période où l'Afrique fait surtout parler d'elle à travers, d'une part, sa « stabilisation révolutionnaire » et, d'autre part, la crise profonde qui s'empare de son secteur austral (Rhodésie, Sud-Ouest africain, Afrique du Sud), il nous semble nécessaire de rappeler brièvement l'évolution des mouvements nationalistes angolais dont chacun sait que la désunion a été l'un des handicaps de la lutte de libération angolaise.

Alors que dans les tout débuts du mouvement nationaliste angolais on décèle l'influence des milieux ruraux, c'est en fait dans les villes que prendront naissance les premières

formes d'organisation, à Luanda, la capitale, en particulier.

En 1956 est créé le M.P.L.A. (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) où nous retrouvons en nombre important des universitaires et des « assimilés ». A la même époque, l'Union des Populations Angolaises (U.P.A.) regroupe les associations de Bakongos essentiellement localisées dans le nord du pays, des deux côtés d'ailleurs de la frontière angolo-congolaise. Dans cette différence de substrats, l'on peut percevoir la source future de divergences qui iront jusqu'à l'antagonisme violent, non sans que d'une manière ou d'une autre les puissances coloniales n'utilisent des distinctions inscrites dans la réalité objective de l'Afrique « balkanisée ».

Jusqu'en 1960, on assiste au cycle logique des activités nationalistes et à leur répression; tandis qu'au lendemain de l'indépendance du Congo-Léo (Kinshasa) une accélération se produit en Angola qui donne naissance à l'éclatement de la guérilla en février-mars 1961. Guérilla circonscrite à l'époque dans la partie septentrionale du pays et dans les villes.

Dès lors, l'aggravation des hostilités se combine à la division croissante des deux organisations nationalistes. Toutefois, il importe de noter que nous nous situons alors dans une période de flux révolutionnaire en Afrique, consécutive à l'indépendance de l'Algérie, et que deux événements auront une grande importance pour l'Angola : en 1963, début des combats en Guinée dite portugaise et en 1964 au Mozambique.

A partir de cette date que l'on peut considérer comme un tournant, jusqu'à aujourd'hui, la situation se caractérise par les péripéties des antagonismes entre mouvements nationalistes, par le reflux de l'Afrique révolutionnaire que vient relayer la crise de l'Afrique Australe mais aussi par une amélioration progressive de la conjoncture militaire au profit de la « rébellion ».

### Extension et coordination des fronts nationalistes

Jusque vers 1963-64, l'U.P.A. paraît l'emporter : son chef Roberto Holden a fondé le F.L.N.A. et dirige un gouvernement en exil, le G.R.A.E. La chute de Fulbert Youlou au Congo-Brazza (août 1963) va fournir une base logistique décisive au M.P.L.A. qui en manquait; tandis



Les Angolais à l'épreuve.

A.F.P.

qu'au Congo-Léo le remplacement d'Adoula par Tschombé (en juin 1964) va retirer à Roberto Holden l'un de ses plus fidèles appuis.

L'on a dit, et avec raison, que le M.P.L.A. constituait la gauche du nationalisme angolais alors que le F.L.N.A. traduisait une orientation « xénophobe », hostile aux intellectuels « assimilés » du mouvement d'Agostinho Neto; mais l'on doit également reconnaître que le M.P.L.A. a commis de nombreuses erreurs « démagogiques » dans la période où le F.L.N.A. paraissait consolidé. Cependant, après 1963-1964, il y a renversement des rapports : le M.P.L.A. déclenche, grâce à ses bases au Congo-Brazza, des opérations importantes dans l'enclave de Cabinda (située entre les deux Congos); par contre, les options « tribalistes » du F.L.N.A., ses relations ambiguës avec les services spéciaux américains se traduisent par une diminution de prestige que confirme la décision de l'O.U.A. en 1964 de revenir sur l'exclusivité qui avait été reconnue au F.L.N.A. comme unique porte-parole de l'Angola en guerre.

Récemment, en octobre 1966, on a évoqué une réconciliation entre les deux organisations qui se serait accomplie sous le patronage de l'O.U.A. A vrai dire, l'on ne sait pas très bien ce qu'il en est, sinon que ces divergences, en tout état de cause, ne pouvaient faire que le jeu de la puissance colonisatrice.

A l'inverse, il convient de mentionner les efforts qui ont été tentés et réussis pour lier les combats des mouvements nationalistes des diffé-

rentes colonies portugaises. Avant même le déclenchement des opérations en Guinée et au Mozambique, dès 1961 avait été créée la C.O.N.C.P. (Conférence des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises) dont la coordination de la lutte est le but.

La deuxième conférence de la C.O.N.C.P., qui s'est tenue en octobre 1965 à Dar-es-Salam (Tanzanie), a traduit un progrès considérable dans l'harmonisation des luttes et des objectifs poursuivis (libération nationale, réformes sociales, etc.).

### Durcissement

Depuis ces assises, on note un durcissement croissant des opérations de guérilla qui a relégué au second plan les divergences entre les mouvements.

L'une des preuves de ce durcissement nous est fournie par des indications sur l'ouverture d'un second front, oriental en Angola, alors que jusqu'ici seul le Nord soutenait avec plus ou moins de succès les activités des maquis.

En février 1966, pour autant que l'on puisse certifier les informations, des dissidents du F.L.N.A. échouent à la frontière katangaise. En avril, par contre, le M.P.L.A. réussit beaucoup mieux à la frontière zambienne (s'agit-il, comme certains l'affirment également, de dissidents?).

Une autre preuve de cette « escalade » découle des échos récents évoquant d'éventuels bouclages par les Portugais de la frontière entre l'Angola et le Congo-Kinshasa (soit 2.000 km).



Enfin, la meilleure des preuves n'est-elle pas l'augmentation constante des troupes portugaises expédiées outre-mer (120.000 hommes en Afrique), n'est-elle pas la prolongation du service militaire (quatre ans pour presque tout le personnel), n'est-elle pas l'élévation du budget consacré à la guerre coloniale (40 % du budget de l'Etat), etc.

Il y a quelques mois, l'O.N.U. votait une résolution condamnant la politique du Portugal dans ses possessions d'outre-mer tandis qu'échouaient plusieurs tentatives de U Thant d'amorcer un « dialogue » avec les autorités de Lisbonne. On connaît la dégradation de la situation politique au Portugal même,

on sait les tensions qui s'aggravent dans toute l'Afrique Australe, par suite rien de surprenant à une évolution vers des difficultés encore plus grandes. D'où l'impression qu'un tournant devrait se produire en cette terre martyre d'Angola. Car, rythmé par le conflit du Vietnam, celui qui a éclaté dans le dernier bastion du colonialisme intégral ne peut pas ne pas déboucher sur un certain succès. Même un compromis au Vietnam sonnerait le glas d'une domination définitivement condamnée. Ce qui ne signifiera pas une libération totale pour autant, comme le prouve la démarche actuelle de l'Afrique, mais ce qui signifiera la possibilité d'une libération totale pour l'avenir. □

conclure « l'Afrique noire est mal partie ». Dans la perspective de l'Histoire, il y a au contraire une certaine continuité économique et politique entre la gestion de M. Grunitzky, celle de S. Olympio et à nouveau celle de Grunitzky...

Que M. Guillaueuf me pardonne. Ayant servi huit années au Togo, je suis passionnément attaché à ce pays. C'est pourquoi je suis tenté, à chaque événement, de chercher plus que les motifs de désolation, les éléments d'espoir. □

## Courrier des lecteurs

# A propos du Togo

Notre collaborateur M. A. Guillaueuf, dans un article sur le Togo (T.S. 312), avait contesté une analyse de M. Cornevin. Ce dernier nous prie de publier la réponse qui suit, ce que nous faisons bien volontiers en laissant le soin à notre collaborateur d'y revenir à son tour éventuellement.

En achevant son article sur les « Zigzags du Togo », dans *Tribune Socialiste* n° 312 du 26 janvier 1967, M. A. Guillaueuf écrit :

« Nous voulions répondre à M. Robert Cornevin, ancien administrateur des colonies, historien de l'Afrique, Togologue réputé, auteur d'une histoire du Dahomey et du Togo, pour son article « Le président Grunitzky et l'armée sont sortis grandis de l'épreuve » paru dans *Le Monde Diplomatique* de janvier 1967. Les événements du 13 janvier sont la meilleure réponse que l'on puisse faire et les faits précis exposés ci-dessus répondent ainsi à l'exposé de M. Cornevin. »

L'article du *Monde Diplomatique* composé le 20 décembre faisait état des réactions d'un observateur de bonne foi au lendemain du coup d'Etat manqué. Il est évidemment facile d'avoir raison après. En ce qui concerne « les faits précis » exposés par M. Guillaueuf, son raccourci « Petit pays : longue Histoire » comporte quelques inexactitudes.

— Le C.U.T., lors de sa création, n'était pas un parti politique mais un comité rassemblant Togolais du Nord et du Sud.

— « Nouvelles élections législatives en 1951... » Le lecteur comprend que

c'est à la suite de la contestation de ces élections que le C.U.T. envoie des pétitionnaires... alors que depuis 1947, chaque année, Sylvanus Olympio, dirigeant du parti au pouvoir, président de l'Assemblée représentative, se rendit régulièrement aux Nations Unies.

— La première mission de visite de l'O.N.U. ne vint pas en 1962 mais en 1949.

Quant aux faits précis de M. Guillaueuf, voyons-les d'un peu près :

« Meatchi, assuré du soutien de l'armée, aurait voulu s'emparer du pouvoir... »

Il aurait d'ailleurs été découvert par le ministre de l'Intérieur Fouseni Mama.

... On dit que Fouseni Mama aurait eu des preuves... selon lesquelles le vice-président faisait distribuer des tracts subversifs.

... L'ambassade de France aurait sommé Grunitzky de ne pas démissionner et elle aurait même payé fort cher certaines consciences militantes... »

... Ces faits précis restent supposés et il serait navrant que les lecteurs de *Tribune Socialiste* en restent au survol caricatural des problèmes togolais de M. Guillaueuf.

Il est vraiment trop facile de

## LA CLE D'UN MONDE MYSTERIEUX

## LE TROISIEME GEANT: LA

# CHINE



par ROGER PELISSIER

préface de

EDGAR FAURE

Comprenez-vous ce qui se passe en Chine? Avez-vous une idée des sentiments qui agitent ces 700 millions d'êtres humains dont l'irrésistible marée peut demain submerger l'Occident?

« Si la Chine ignore le monde extérieur, il est TRAGIQUE, pour celui-ci, d'ignorer ce qu'est, ce que pense, ce que veut la Chine » écrit le sinologue ROGER PELISSIER, chargé de travaux sur la Chine Moderne par l'Ecole des Hautes Etudes, auteur de l'œuvre grandiose qui vient de paraître sur le "troisième géant". Deux puissances: U.S.A. et U.R.S.S. régissent aujourd'hui les destinées du Monde. Une troisième s'y joindra peut-être demain. Si l'on veut vraiment connaître toutes les grandes forces dont l'équilibre conditionne la paix du monde, il faut absolument avoir aussi lu LE TROISIEME GEANT: LA CHINE. C'est toute l'histoire de la Chine Moderne de la première guerre de l'Opium (1836) à la guerre - non déclarée - du Viet-Nam, et du dernier empereur à Mao-Tsé Toung. Voici enfin éclairée cette prodigieuse mutation qui a duré un siècle et qui a transformé un état féodal enfermé dans une autarcie millénaire en une puissance atomique redoutable. Et cette gigantesque synthèse en même temps qu'elle nous explique tous les problèmes d'une moitié du monde, nous

en fait saisir par mille récits tous les aspects pittoresques: aucune lecture n'est à la fois aussi instructive et aussi attachante.

La présentation de l'ouvrage est hors de pair: 1748 pages répartis en 4 tomes 24 x 29,5, reliés plein cuir ALENE décoré gravé à chaud en rouge et en or véritable à la feuille. L'emboîtement est habillé de soie rouge RELON. Texte imprimé en 2 couleurs, 1200 documents en noir souvent rehaussés d'un deuxième ton, 96 reproductions en couleurs, 24 cartes ou estampes double-pages également en couleurs. L'ouvrage complet est en vente immédiatement au prix de 590 F comptant, ou 50 F comptant et 3 mensualités de 180 F (donc sans majoration), ou 50 F comptant, et 12 mensualités de 49 F.

Les événements de Chine étant d'une brûlante actualité, cet ouvrage risque d'être rapidement épuisé. Hâtez-vous donc de demander une documentation en couleurs ou mieux l'ouvrage lui-même pour examen gratuit au moyen du bon ci-dessous. Vous le recevrez franco et pourrez le retourner au bout de 5 jours. Vous ne risquez pas ainsi de manquer l'occasion de vous procurer un ouvrage aussi utile à votre information que passionnant à lire et splendide à voir dans votre bibliothèque.

BON Pour examen gratuit à adresser à TRIBUNE SOCIALISTE - Pilote -, 54, bd Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>.

Veuillez m'envoyer LE 3<sup>e</sup> GEANT LA CHINE. Si je ne le renvoie pas au bout de 5 jours intact dans son emballage d'origine, je vous réglerai  comptant 590 F  comptant 50 F plus 3 mensualités de 180 F  comptant 50 F plus 12 mensualités de 49 F  par chèque  chèque postal à v/CCP Paris 13905-31  mandat.

Nom ..... Profession .....

Adresse .....

N° de CCP ou bancaire \* .....

Banque .....

Adresse bancaire .....

Signature : .....

\* Prière de fournir ces renseignements même si vous réglez par mandat.





## Théâtre

# La mort des autres

Emmanuelle Stein

Vietnam, napalm, génocide, ces mots qui devraient nous hanter nous accompagnent par la voix de la presse et des transistors jusque sur nos plages de vacances et les routes du week-end. On se fait à tout, surtout au malheur des autres. Cela est indigne, mais guère étonnant : chacun de nous ne vit-il pas tranquille face à l'échéance inéluctable de sa tragédie personnelle qu'est l'heure de sa propre mort ?

En montant *La guerre entre parenthèses*, le Franc-Théâtre a voulu nous réveiller, secouer notre apathie. Et pour y parvenir, Guy Kayat, le metteur en scène, a choisi « l'indécence ». Car la guerre ne supporte pas la litote. Entreprise louable et courageuse, mais dont l'issue prête à équivoque. Si le choc attendu ne se produit pas, qui est fautif : le spectateur, mis (ô combien !) en cause, les interprètes, ou la pièce elle-même ?

C'est peu dire que le spectateur n'est pas ménagé. On a choisi de le traiter à l'électrochoc, selon les meilleures règles du Théâtre de la Cruauté. Pas de « féerie ». Ni rideau ni décor, rien que le plateau nu avec ses accessoires, cordes, cintres, poutrelles métalliques. Les protagonistes, garçons et filles, indistinctement revêtus de combinaisons kaki ou léopard, figurent les pièces d'un jeu d'échecs, symbole de la guerre. En jeu, le Vietnam. Une partie saccadée s'engage, hachée de cris, de

chants, de récitatifs scandés et de brefs dialogues. Tandis que sur des écrans placés de chaque côté de la scène, se succèdent des photos tirées de l'actualité, et qu'un colleur d'affiches placarde, un à un, des noms de diplomates et de politiciens contemporains. Spectacle total, tendant à restituer la dimension panoramique d'événements saisis dans leur aspect fragmentaire, tels qu'il nous est donné de les capter à travers les ondes et les communiqués de presse quotidiens.

Imbriqués dans cette fresque confuse mais assez révélatrice d'une forme moderne d'appréhension du monde, les noms d'Hiroshima et d'Auschwitz ajoutent à la pièce une résonance apocalyptique.

Mâchoires serrées le regard farouchement fixé sur la ligne du 17<sup>e</sup> parallèle, les acteurs courent, bondissent, tombent, rampent, sautent, sans reprendre haleine une seconde, accompagnant leur gymnastique frénétique de cris, vociférations, hurlements et rafales de mitraillettes. Violence ininterrompue qui parcourt d'un bout à l'autre le spectacle de secousses sismiques, sans faire grâce de la moindre pose ni d'un temps mort, sans doute pour mieux souligner le caractère insoutenable de la violence pratiquée dans la vie réelle. Malheureusement, l'effet dramatique attendu est tué dans l'œuf par l'abus d'une outrance systématique. Beaucoup plus abruti que bou-

leversé, le spectateur ne tarde pas à se sentir étranger à un spectacle qui lui demeure « extérieur ». Peut-être est-ce simplement affaire de ton, de dosage ? Il est vrai aussi que le texte de M.C. Charbonnier et G. Feldhandler, dépourvu de lyrisme, est assez indigeste et rebutant et ne sert guère la pièce. Etant donné toutefois que celle-ci subit à chaque représentation des modifications sensibles, il n'est pas impossible qu'elle finisse par trouver son équilibre et atteigne à une certaine puissance.

Pour l'instant, malgré l'évidente sincérité des comédiens, on ne peut se défendre de l'impression pénible d'un simulacre. Lorsqu'à la fin de la pièce, les acteurs, tels des anges jus-

ticiers, couverts de sueur et de poussière, envahissent les gradins en lançant un « Que faire ? » angoissé au public, tout en pointant sur lui leurs mitraillettes, à qui la faute s'ils nous font penser à des enfants jouant à la guerre ? On en ressent un mélange de tristesse, d'impatience et d'humiliation. Humiliation en face de notre impuissance commune. Eux aussi, ces petits guerriers déguisés, tout comme nous, ils font la guerre entre parenthèses.

La guerre, la vraie, elle se passe à des milliers de kilomètres d'ici. Et tout le reste est littérature. □

Théâtre Romain-Rolland à Villejuif.

## Cinéma

# La peur de Virginia Woolf ?

Bernard Le Saux

Il y a toujours péril à adapter à l'écran ce qui fut un grand succès au théâtre. Très rares sont les réussites en ce domaine, et, disons-le, *Qui a peur de Virginia Woolf ?* ne fait pas exception à la règle.

Echec, donc ; par incapacité du metteur en scène à trouver un équivalent cinématographique de son travail au théâtre ; mais non désastre. Le texte d'Albee, le jeu des acteurs sont en effet suffisants pour emporter, dans une certaine mesure, l'adhésion.

Tandis que défile le générique, Martha et Georges, universitaires américains, rentrent chez eux, la démarche lourde, mal assurée. Le rire excité de la femme déchire soudain la nuit. D'emblée, le climat est situé ; un malaise s'installe qui s'accroît tout au long de la descente aux enfers qui va suivre.

Enfer, le mot n'est pas trop fort pour désigner ce qu'il est advenu de la vie conjugale de ce couple, après vingt années de mariage. Mais un enfer complaisamment créé, entretenu, alimenté, comme la dernière chose les liant ensemble. A un tel degré de dégradation de leurs rapports, l'affrontement reste l'unique forme de contact, le langage ordurier l'ultime moyen de communiquer.

La nuit durant laquelle se déroule l'action du film, Martha et Georges vont « jouer » devant deux témoins : un jeune couple dont ils vont faire

des complices puis des victimes, les entraînant dans leur abjection. Ils vont, devant ces témoins, s'entre-déchirer avec fureur, guettant la faille qui permet l'attaque-éclair, retournant au besoin contre lui les armes abandonnées par l'adversaire, chacun essayant finalement de frapper plus fort et un coup de plus que l'autre, selon une savante stratégie rodée par d'incessants combats jusqu'à aboutir à la déclaration qu'ils se font de « guerre totale ».

Richard Burton et Elizabeth Taylor jouant les sentiments à leur paroxysme, se livrent — tout vernis de civilisation craquée — un duel démentiel dans un déferlement d'obscénités verbales et sont constamment admirables, car dans leur immense talent, ces « monstres sacrés » ne cessent à aucun moment d'être Georges et Martha.

Par contre, la grave erreur que le réalisateur Mike Nichols commet — voulant certainement éviter de faire du théâtre filmé — c'est d'aérer son film par des scènes d'extérieurs qui, ne lui apportant rien de plus, en brisent cruellement le rythme.

Dans la grisaille de l'aube qui se lève, Georges et Martha, épuisés, vidés, soudain étrangement calmes, joignent leurs mains. Il ne reste plus entre eux que l'essentiel, à défaut d'autre mot : l'amour. Cet amour que Roger Vailland définissait par « ce qui se passe entre deux personnes qui s'aiment ». □

(ABC, Gaumont-Rive Gauche, Bosquet Gaumont, Colisée, Madeleine, Select.)

## A lire

- Michel Philipponneau : « La gauche et les régions » - Calmann-Lévy.
- Pierre Vianson-Ponté : « Bilan de la V<sup>e</sup> République : les Politiques » - Calmann-Lévy.
- François-Henri de Virieu : « Bi-

lan de la V<sup>e</sup> République : la fin d'une agriculture » - Calmann-Lévy.

- Philippe Bauchard : « Bilan de la V<sup>e</sup> République : l'économie au service du pouvoir » - Calmann-Lévy.
- Maurice Duverger : « La démocratie sans le peuple » - Editions du Seuil. □



## Musique

## Michel Chapuis à l'orgue

Bernard Sizaïre

En enregistrant successivement les chorals de Leipzig, par quoi débute son intégrale de Bach (2x30 cm Valois) et les deux messes de François Couperin (2x30 cm Harmonia Mundi), Michel Chapuis se situe au tout premier rang des grands organistes français.

C'est un homme affable qui a répondu à nos questions. Organiste talentueux, titulaire de l'orgue de Saint-Séverin et professeur au Conservatoire de Strasbourg, il témoigne d'une simplicité rare et d'un humanisme profond que n'altère nullement sa solide érudition. Pour lui, l'orgue n'est pas qu'un moyen d'expression; il aime l'instrument par lui-même et parle avec tendresse du positif de Saint-Séverin dont la personnalité devrait éveiller l'intérêt des compositeurs.

On écoute avec éblouissement les quatre disques qu'il vient de graver. Non seulement il a su choisir des instruments exceptionnels comme celui de l'église Notre-Sauveur de Copenhague ou le merveilleux orgue de la basilique de Saint-Maximin, mais il y fait preuve d'une maîtrise du clavier peu commune, même parmi les organistes célèbres. Vitesse et limpidité, telles sont ses qualités dominantes. On appréciera sa recherche d'un phrasé naturel, débarrassé de toute une littérature pompeuse et solennelle. On goûtera la saveur et l'élégance populaire de tel passage de Couperin retrouvant des accents pastoraux ou méditerranéens. Admirons enfin l'étonnant équilibre des deux mains permettant à la polyphonie de Bach de se développer avec une superbe rigueur.

L'orgue revient à la mode, pourquoi ?

— Nous assistons à un renouveau de l'orgue classique débarrassé de ses artifices romantiques. L'orgue symphonique cherchant à imiter les instruments de l'orchestre constituait en effet une déviation. Certes, cet instrument a toujours tenté d'imiter l'orchestre, mais les instruments du Moyen Age. Tout s'est gâté quand les facteurs d'orgue ont voulu rivaliser avec l'orchestre wagnérien. Dès lors, l'orgue s'appauvrit, les sonorités sont rondes et moelleuses, mais sans attaque.

L'orgue est essentiellement fondé sur le « plein jeu », c'est-à-dire sur des harmoniques artificielles qui enrichissent le son fondamental. Depuis quelques années, la traction de l'orgue évolue. La traction électrique est abandonnée au profit de

l'orgue mécanique qui permet seul un toucher personnel à l'interprète.

— Comment êtes-vous devenu organiste ? Les organistes ne constituent-ils pas une société à part dans l'univers des musiciens ?

— C'est l'orgue de Dôle, entendu à douze ans, qui m'a donné l'envie de me consacrer à cet instrument. J'eus, en outre, la chance d'accéder à une bonne bibliothèque musicale, contenant particulièrement du Clérambault que je jouai en autodidacte.

Les organistes ont tendance à constituer une caste dans le monde de la musique. Je le regrette, car on ne peut séparer la musique instrumentale de l'œuvre d'orgue. Chez Bach, par exemple, elle forme un tout. L'organiste ne peut ignorer les cantates qui expriment le mieux les intentions du compositeur. Bach n'écrit jamais telle formule mélodique ou harmonique sans une intention littéraire. En la méconnaissant, on joue des notes sans signification.

Les dimensions mêmes de l'instrument incitent, je le sais, certains organistes à se séparer des autres musiciens. L'orgue apparaît parfois comme un instrument solennel et mystérieux. Mais ceci ne justifie pas que l'organiste s'isole de ses confrères et de la musique en général.

Pourtant l'organiste, en France, tire rarement parti de sa célébrité ou de son talent. Les concerts et les disques ne sont pas assez lucratifs. Même les plus célèbres d'entre nous doivent enseigner dans les conservatoires ou se constituer une clientèle d'élèves, généralement étrangers. Quant au service religieux, il rapporte, en moyenne, 420 F par mois, tout compris.



— Après des confrères célèbres, vous vous attaquez à l'intégrale d'orgue de Bach ; dans quel esprit le faites-vous ?

— En entreprenant cette intégrale de Bach, j'ai tenté de l'interpréter à la lumière des cantates et des chorals. Quand on examine les textes luthériens, on constate qu'ils furent suivis de très près. Bach demandait à ses élèves de suivre le texte des chorals, comme un tragédien déclame son texte. Dans les chorals ornés, chaque mot est commenté par l'auteur.

Pour les chorals de Leipzig, j'ai recherché tous les textes. En plongeant dans cet univers, on remarque une symbolique extraordinaire. Dans le second choral, on trouve sept expositions du choral figuré symbolisant les sept noms du Saint-Esprit. Dans *Viens, sauveur des païens*, la sixième strophe luthérienne parle de l'égalité du Père et du Fils, à partir de quoi Bach bâtit un canon. Dans *Jésus, Notre Sauveur*, où est évoquée la colère de Dieu, le musicien écrit avec les basses un extraordinaire dessin rythmique. La fin de ce choral, en toccata, avec mouvements descendants et ascendants, symbolise la descente du Christ aux enfers et le rachat de l'humanité. Je pourrais multiplier les exemples...

— Comment expliquez-vous la désaffection dont l'orgue fut victime et pensez-vous que son actuel renouveau puisse inspirer des musiciens contemporains ?

— Buxtehude est, avec Bach, celui qui a traité l'orgue de la manière la plus étonnante. L'abondante littérature française d'orgue prit naissance vers 1530. Titelouze, premier

créateur connu, écrivait une musique contrapuntique et sévère. Après 1660, l'instrument devient plus mondain, l'écriture moins rigoureuse est plus décorative. La qualité et la précision des instruments français de cette époque imposent un style aux compositeurs alors que les Allemands écrivent d'abord la musique qu'ils adaptent ensuite. C'est sûrement à leur perfection même que les instruments français doivent d'avoir été négligés par les grands compositeurs après 1730. Ni Couperin après 22 ans, ni Rameau n'écriront pour l'orgue. Seuls quelques musiciens secondaires continueront. Il n'existe aucune littérature à la hauteur des admirables instruments de Saint-Maximin (1776) ou de Poitiers (1791). A ce moment, l'orgue constituait sans doute un obstacle à l'évolution de la musique.

Il faudra attendre Liszt, Schumann et Brahms, puis Franck en France pour que l'orgue se remette à parler. Dans notre pays, c'est un facteur d'orgue, Victor Gonzalez, qui exerça l'influence décisive sur les nouveaux organistes. Le Livre d'orgue de Messiaen s'est édifié à partir de l'orgue néo-classique de la Trinité, où se retrouvaient les pleins jeux, les tierces, les nasards disparus depuis plus d'un siècle.

Aujourd'hui, la littérature d'orgue doit être fondée sur la couleur propre de l'instrument. L'orgue se perfectionne : à partir des traditions retrouvées de l'orgue classique, il évoluera et peut devenir un instrument moderne entraînant dans son évolution des compositeurs qui délaissent depuis trop longtemps « l'instrument-roi ». □

## Discographie

En dehors des chorals de Leipzig qui inaugurent une prometteuse intégrale de Bach (Valois), Michel Chapuis a consacré l'essentiel de son activité à la musique française :

HMO-30530 : Roberday, *Fugues et Caprices*.

HMO-30531 : Daquin, *Noëls*.

HMO-30532 : Marchand, *pièces d'orgue*.

HMO-30570 : Titelouze, *pièces d'orgue*.

HMO-30571 : Pepusch, *continuo d'orgue*.

HMO-30714-15 : Couperin, *Messes*.



## Yougoslavie

# Des contradictions séduisantes

Maurice Combes

Ce qui rend si intéressante et parfois déconcertante l'expérience socialiste yougoslave, ce sont ses contradictions mêmes. On n'en finirait pas d'énumérer ces dernières qui témoignent de la spécificité du "titisme" dans les domaines économique et politique : pays communiste, la Yougoslavie s'efforce, en dépit de ses liens avec le Comécon, de s'insérer dans la division internationale du travail et bénéficier à ce sujet de l'aide des états capitalistes ; pays à l'économie planifiée, la Yougoslavie tend actuellement à donner aux entreprises le maximum d'autonomie et à réduire le rôle des collectivités publiques à celui de régulateur de l'économie ; les Yougoslaves diminuent les ressources de l'Etat fédéral et sa capacité d'intervention, tout en prônant « le développement accéléré de l'économie dans les régions arriérées » (1) ; pays encore en voie de développement, la Yougoslavie possède un remarquable système de Sécurité sociale, au point que la suppression de la gratuité des soins a provoqué récemment en Slovénie une crise ministérielle comme dans un état nordique ; soumise au régime du parti unique, la Yougoslavie entend aller vers le dépérissement de l'Etat, mais on a appris l'année dernière que le vice-président de la République et les Services de Sécurité faisaient surveiller par les moyens les plus modernes Tito et les hauts dignitaires du Parti ; le développement de l'autogestion doit affaiblir le rôle de la Ligue des communistes Yougoslaves « en tant que facteur du pouvoir » mais aboutir au renforcement de « son rôle idéologique et politique » dans la recherche de nouvelles voies socialistes ; violemment anti-chinois et dénoncés à Pékin comme des précurseurs en matière de révisionnisme, les dirigeants yougoslaves ne sont pas moins opposés à la convocation d'une conférence communiste internationale qui réunirait les fidèles de Moscou ; communiste convaincu, Tito a par ailleurs d'excellentes relations avec les gouvernants capitalistes, y compris les américains, et ses meilleurs amis sont Nasser et Mme Indira Gandhi, dont le socialisme est pour le moins douteux.

Il faut aux communistes yougoslaves un sens dialectique remarquable pour tenter de maîtriser tant bien que mal, toutes ces contradictions qui reflètent il est vrai la situation

difficile d'un petit pays s'efforçant de suivre une voie originale dans un monde où tant de phénomènes nouveaux se manifestent dans l'ordre économique et politique.

### Une réforme économique radicale

Nulle part dans les pays de l'Est, on est allé plus loin qu'en Yougoslavie dans l'adaptation de l'économie aux lois du marché et notamment du marché international. Tel est le but essentiel de la réforme économique qui est entrée en vigueur dans le courant de 1965.

Jusqu'à là la Yougoslavie avait un taux d'accroissement annuel de 12 à 14 % qui témoignait de la rapidité extraordinaire de l'industrialisation. Cependant ces résultats avaient été obtenus au prix d'un grand désordre des investissements et d'un déséquilibre de la balance des comptes qui rendaient le pays tributaire de l'aide étrangère.

Il s'agit aujourd'hui de rendre l'économie yougoslave concurrentielle sur le marché mondial, ce qui implique que l'on mette davantage l'accent sur la productivité que sur la production. Effectivement le taux d'accroissement annuel est tombé en 1966 de 7 à 8, % (ce qui est déjà remarquable). Les entreprises non rentables ne peuvent plus compter sur les subventions des collectivités publiques et doivent disparaître. C'est pourquoi on estime officiellement que le départ à l'étranger de la main-d'œuvre excédentaire n'est pas une mauvaise chose, sauf lorsqu'il s'agit de travailleurs hautement qualifiés qui font défaut à l'économie yougoslave (leur maintien dans le pays pose évidemment le problème de leur rémunération par les entreprises autogérées).

La réforme s'est traduite par une hausse des prix et une baisse temporaire du niveau de vie heureusement surmontée en 1966, année au cours de laquelle le caractère exceptionnel des récoltes a été un facteur favorable pour l'économie yougoslave.

Il faut noter aussi que la réforme a assigné aux dépenses budgétaires une progression plus lente que celle du revenu national. Un nouveau système de financement des dépenses d'enseignement a été institué (en principe 5 % des revenus indivi-



Tito : Une ligne empirique.

Agip

duels.) Il en est résulté dans certaines Républiques des difficultés pour assurer le ramassage scolaire et même le paiement des maîtres. Il est des domaines où la notion de rentabilité ne saurait être appliquée intégralement.

La balance des comptes, un moment équilibrée en 1965, est à nouveau déficitaire, mais la Yougoslavie bénéficie de prêts du Fonds monétaire international qui approuve l'orientation vers la convertibilité du dinar et la libéralisation des échanges.

### La libération du grand hérétique

L'affaire Rankovitch a montré que la libéralisation politique n'allait pas toujours de pair avec la libéralisation économique. On y a vu surtout en Occident un épisode de la lutte pour la succession de Tito, le serbe Rankovitch disputant celle-ci au Croate Kardel, président du Parlement fédéral et principal théoricien du régime.

Depuis le plénum de Brioni tenu en juillet dernier, la Ligue des Communistes a réagi contre les tendances bureaucratiques. Cependant Rankovitch et son groupe ont été à la demande de Tito, amnistiés par le Parlement fédéral.

S'agissait-il de mettre un terme aux révélations sur les survivances

du système policier en Yougoslavie ou d'une volonté réelle de libéralisation ? La libération de Djilas et celle de deux membres du groupe Mihajlov (ce professeur de l'université de Zadar qui voulait fonder un parti d'opposition) viennent donner corps à la seconde hypothèse.

Emprisonné pour la seconde fois depuis 1962 pour « divulgation de secrets d'Etat » dans ses conversations avec Staline, Milovan Djilas était passé du stalinisme intransigeant à la critique virulente du régime communiste (La Nouvelle Classe). Le fougueux monténégrin est le grand hérétique de la Yougoslavie titiste. □

(1) Résolution du dernier congrès de l'Alliance Socialiste.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).